

12 avril 2021

Turquie : Missions et attributions du sous-préfet (*kaymakam*)

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. L'administration locale en Turquie.....	3
2. Nomination et exercice de l'autorité	4
3. Fonctions d'ordre public et couvre-feu	5
4. Autorité de tutelle des municipalités	7
5. Attentats et tentatives d'attentat visant des sous-préfets.....	7
6. Suspension et arrestation de sous-préfets.....	8
Bibliographie.....	9

Résumé : Le préfet et le sous-préfet, fonctionnaires d'Etat nommés par le ministre de l'Intérieur, dirigent l'administration nationale déconcentrée, respectivement au niveau de la province et du district. Ils sont généralement issus d'un concours administratif ; le sous-préfet est affecté par le ministre de l'Intérieur sur proposition du préfet de province. Le sous-préfet supervise les administrations nationales dans son district, notamment dans le secteur de l'enseignement primaire et secondaire. En cas de troubles graves à l'ordre public, le préfet et le sous-préfet peuvent promulguer un couvre-feu, ce qui entraîne de fortes restrictions à la liberté de circulation ; en 2016, dans le sud-est de la Turquie, une série de couvre-feux accompagnés de violences entre forces de sécurité et combattants clandestins pro-kurdes font plusieurs centaines de tués. Depuis 2016, plusieurs dizaines de municipalités élues de partis pro-kurdes ont été suspendues et confiées au sous-préfet, nommé administrateur de tutelle. Certains de ces administrateurs ont été visés par des attentats ou tentatives d'attentats. Par ailleurs, depuis 2016, plusieurs dizaines de sous-préfets et préfets adjoints ont été suspendus sur le soupçon de liens avec la confrérie de Fethullah Gülen.

Abstract : The governor and the sub-governor, state officials appointed by the Minister of the Interior, head the deconcentrated national administration, respectively at the provincial and district levels. They are generally qualified by an administrative competition; the sub-governor is assigned by the Minister of the Interior on the proposal of the province governor. The sub-governor supervises the national administrations in his district, particularly in the primary and secondary education sector. In the event of serious disturbances to public order, the governor and the sub-governor may enact a curfew, which results in severe restrictions on freedom of movement; in 2016, in south-eastern Turkey, a series of curfews accompanied by violence between security forces and pro-Kurdish clandestine fighters resulted in several hundred deaths. Since 2016, several dozen municipalities elected from pro-Kurdish parties have been suspended and entrusted to the sub-governor, appointed as a trustee. Some of these trustees have been targeted by terrorist attacks or attempted attacks. In addition, since 2016, several dozen sub-governor and deputy governors have been suspended on suspicion of links with the brotherhood of Fethullah Gülen.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. L'administration locale en Turquie

Selon une notice du Comité des régions de l'Union européenne, mise à jour en 2013, le pouvoir local en Turquie est partagé entre une administration centrale déconcentrée, dépendant du gouvernement national, et des administrations décentralisées issues d'élections locales. L'administration déconcentrée consiste en 81 provinces et 957 districts (chiffre variable, voir ci-après) ; elle est basée sur le principe de la dévolution des pouvoirs (Article 126 de la Constitution)¹. Le préfet (ou gouverneur, en turc : *vali*), fonctionnaire d'Etat nommé par le ministre de l'Intérieur, est en même temps le président de l'assemblée provinciale élue². Bien que la législation prévoit différents niveaux de décentralisation (voir ci-après), l'administration d'Etat peut toujours exercer une tutelle sur les pouvoirs décentralisés pour assurer l'intégrité de l'administration, l'uniformité du service public, la sauvegarde de l'intérêt public et la préservation des intérêts locaux (Article 127 de la Constitution)³.

Selon une notice non datée de la Bibliothèque du Congrès des Etats-Unis, les provinces turques sont divisées en plus de 500 districts, chacun étant administré par un sous-préfet (en turc : *kaymakam*), diversement traduit par « chef de district », « gouverneur de district » ou « sous-gouverneur », nommé par le ministre de l'Intérieur sur proposition du préfet (gouverneur) de province. Le chef-lieu de la province n'a pas de sous-préfet : il est administré directement par le préfet de la province. A l'échelon local, 40 000 directeurs de sous-district (en turc, au singulier : *bucak mudur*) coordonnent les personnels publics dans les villages (sécurité rurale, cadastre, état civil, écoles, poste et téléphone). Cette administration dépendant du gouvernement central est distincte des administrations locales élues : la municipalité (*belediye*) et le village (*köy*)⁴.

Le journal turc pro-kurde *Bianet*, dans un article de 2018, signale qu'entre 2016 et septembre 2018, le nombre de sous-préfectures est réduit de 610 à 314⁵.

L'administration décentralisée consiste en plusieurs organes de niveaux différents :

- Le conseil provincial, élu tous les cinq ans en même temps que les conseils municipaux et présidé par le préfet provincial ;
- La municipalité de district, élue tous les cinq ans ; on compte 519 municipalités de district dans les provinces ayant rang de municipalité métropolitaine (voir ci-après), 400 dans les autres provinces.
- La municipalité métropolitaine (en turc : *büyükşehir belediyesi*) : si une agglomération dépasse le seuil de 750 000 habitants, la province est convertie en municipalité métropolitaine, avec un maire élu au suffrage universel direct en même temps que les conseillers municipaux, et un conseil métropolitain composé de représentants des conseils municipaux de district.
- Le chef de quartier ou de village (en turc : *muhtar*) élu pour quatre ans en même temps qu'un conseil d'anciens ; son rôle est plus important dans les villages que dans les quartiers urbains où il est surtout consultatif⁶.

Le gouvernement provincial, assuré en commun par le préfet et le conseil provincial élu, est chargé de superviser, dans les limites de la province, les services suivants : jeunesse et sports, santé, agriculture, industrie et commerce, planification environnementale, travaux publics, préservation des sols, prévention de l'érosion, activité culturelle, arts, tourisme, services sociaux et assistance, micro-crédit pour les personnes nécessiteuses, centres de soins de jour et orphelinats, assignation de terrains pour les écoles primaires et secondaires, construction, maintenance et réparation des bâtiments⁷. Le préfet est le chef de l'exécutif provincial, en coopération avec le conseil provincial élu ; le sous-préfet représente le pouvoir central au niveau du district⁸.

¹ Comité des régions de l'Union européenne, « Turkey », s.d., [url](#)

² Comité des régions de l'Union européenne, « Turkey », s.d., [url](#)

³ Comité des régions de l'Union européenne, « Turkey », s.d., [url](#)

⁴ US Library of Congress, « Provincial and Local Government », s.d., [url](#)

⁵ *Bianet*, 01/09/2018, [url](#)

⁶ Comité des régions de l'Union européenne, « Turkey », s.d., [url](#)

⁷ Comité des régions de l'Union européenne, « Turkey », s.d., [url](#)

⁸ GUL Huseyin Gul et TASHAN Nevzat Tasdan, *Procedia - Social and Behavioral Sciences*, n°81, p. 520-526, 2013, [url](#)

2. Nomination et exercice de l'autorité

Le recrutement de l'administration préfectorale en Turquie passe par un cursus universitaire spécifique. Les biographies de préfet mentionnent souvent le département de l'Administration publique⁹ ou celui des Finances¹⁰ de la faculté de Sciences politiques de l'université d'Ankara. Il existe un concours national de sous-préfet, ouvert aux diplômés des universités d'Istanbul et de province¹¹. Il arrive qu'un sous-préfet soit nommé sans passer par le cadre de l'administration préfectorale : en décembre 2016 à Erciş (province de Van, Est), le chef de police Murat Hoş est nommé adjoint du sous-préfet Mehmet Şirin Yaşar, administrateur de tutelle de la municipalité (voir 4.), avant de lui succéder en octobre 2017¹².

Selon une étude menée en 2010 et publiée en 2013 par Huseyin Gul, professeur de droit administratif à l'université Süleyman Demirel d'Isparta, et Nevzat Tasdan, sous-préfet de Çatalca (province d'Istanbul), l'administration locale en Turquie a connu plusieurs réformes au cours des dernières décennies, particulièrement depuis la candidature de la Turquie à l'Union européenne en 1999. Les nouvelles lignes directrices tendent à valoriser chez les administrateurs leurs capacités d'encadrement (en anglais : « *leadership* »), initiative et travail d'équipe¹³. Cette étude, qui consiste en une série de questionnaires remplis par 325 sous-préfets, porte notamment sur leur fonction de « leader » : la plupart acceptent de se considérer comme tels mais une forte minorité le récuse, estimant qu'ils n'ont pas les moyens légaux ou matériels de l'exercer effectivement ; plus de la moitié estiment que le système de recrutement des sous-préfets n'est pas fait pour valoriser les qualités de « leader¹⁴ ».

Comme la plupart des fonctionnaires publics en Turquie, les sous-préfets sont sujets à des mutations fréquentes. Ainsi, le 31 juillet 2010, 561 sous-préfets sont nommés ou mutés dans l'ensemble de la Turquie¹⁵. Le 20 juillet 2013, 263 sous-préfets sont nommés ou mutés¹⁶. Le 3 septembre 2014, 563 préfets-adjoints et sous-préfets sont nommés ou mutés¹⁷. Le 28 juin 2015, 716 sous-préfets sont nommés ou mutés¹⁸. Le 14 juillet 2020, plus de 200 sous-préfets sont nommés ou mutés¹⁹. Le 20 mars 2021, 99 nouveaux sous-préfets sont nommés, non compris les mutations²⁰.

Selon une étude publiée en 2011 par la revue « *Educational Management Administration & Leadership* », le préfet et le sous-préfet ont des attributions importantes dans le domaine de l'éducation : ce sont eux qui font appliquer dans leur ressort les directives du ministère de l'Education, tâche qui représente une part importante de leur activité. Le sous-préfet préside les réunions réunissant les directeurs de l'éducation, les directeurs d'établissements scolaires et les enseignants, et veille à l'amélioration des services éducatifs ; il assure la coordination entre l'Etat et les usagers dans le domaine de l'éducation et le financement étatique des écoles de village par l'intermédiaire des Associations de services villageois ; les auteurs notent cependant qu'en 2011, « il existe peu de recherches sur le rôle des sous-préfets²¹ ». A la date de la recherche, selon le site web de l'université Columbia (Etats-Unis), les directeurs provinciaux de l'Education, nommés par le ministère de l'Education, sont toujours soumis à la tutelle du préfet²².

⁹ Ministry of Interior - Governor of Adana, "Süleyman ELBAN", m. à j. le 19/06/2020, [url](#) ; Ministry of Interior (Turkey) "Deputy General Director, Ramazan SEÇİLMİŞ", 22/07/2020, [url](#) ;

¹⁰ Ministry of Interior (Turkey), "Deputy General Director - Mehmet Sinan Yıldız", 09/08/2019, [url](#)

¹¹ Sous-préfecture de Gelendost, "Kaymakam Onur ALİMOĞLU", m. à j. le 16/09/2020, [url](#) ; Sous-préfecture d'Eğirdir, "Makam - Kaymakamı Adem ÇELİK", m. à j. le 28/09/2019, [url](#)

¹² ANF, 03/10/2017, [url](#)

¹³ GUL Huseyin Gul et T ASDAN Nevzat Tasdan, *Procedia - Social and Behavioral Sciences*, n°81, p. 520-526, 2013, [url](#)

¹⁴ GUL Huseyin Gul et T ASDAN Nevzat Tasdan, *Procedia - Social and Behavioral Sciences*, n°81, p. 520-526, 2013, [url](#)

¹⁵ Memurlar, 31/07/2010, [url](#)

¹⁶ Memurlar, 20/07/2013, [url](#)

¹⁷ Sariyer Manset, 03/09/2014, [url](#)

¹⁸ Memurlar, 28/06/2015, [url](#)

¹⁹ Bir Gün, 14/07/2020, [url](#)

²⁰ Vatan, 20/03/2021, [url](#)

²¹ ERDEM Mustafa et al., *Educational Management Administration & Leadership*, 03/2011, [url](#)

²² Columbia University, "Turkey at a Glance", s.d., [url](#)

Selon l'étude de 2013 déjà citée, presque tous les sous-préfets interrogés sont de sexe masculin, ce qui est une caractéristique générale du corps préfectoral en Turquie²³. Un article du média local Istamonu, en février 2021, mentionne la nomination d'une femme comme sous-préfet tout en relevant qu'il s'agit d'un fait relativement exceptionnel²⁴ : en janvier 2020, Neslihan Kısa, sous-préfète du district de Havsa dans la province d'Edirne (Turquie européenne), est élue « Meilleur administrateur de l'année » par l'Association de l'administration préfectorale ; questionnée par l'agence d'Etat turque *Anadolu*, elle se félicite d'avoir pu, en 15 mois de service, faire évoluer la dynamique des rapports entre les sexes et favoriser l'expression des femmes dans la vie publique, notamment à travers une structure qu'elle préside, la Coopération des femmes entrepreneurs, qui encourage les activités d'artisanat et produits alimentaires²⁵. En juin 2020, İnci Sezer Becel, sous-préfète de Gülşehir dans la province de Nevşehir (Anatolie centrale), devient la première femme nommée au poste de préfet de cette province²⁶.

3. Fonctions d'ordre public et couvre-feu

Selon un rapport présenté en 2016 à la Commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe (Commission de Venise), dans les cas de violences massives et troubles graves à l'ordre public, l'article 11 de la loi turque sur l'administration provinciale confère au préfet (Article 11(a) et 11(c)) et au sous-préfet (Article 32(b) et 32(ç)) le pouvoir de prendre les mesures nécessaires pour prévenir des actes criminels et assurer l'ordre public et la sécurité, garantir la protection des personnes et des biens ; l'un ou l'autre de ces administrateurs est habilité à requérir l'intervention des forces de sécurité ordinaires et spéciales. Toute personne entravant l'application de ces mesures est passible d'une peine d'emprisonnement de trois mois à un an²⁷. Ces dispositions permettent au préfet et au sous-préfet de décréter un couvre-feu, ce qui entraîne une restriction considérable de la liberté de circulation, un accès difficile à la nourriture et aux soins médicaux et, pour les personnes surprises dans la rue en période non autorisée, le risque d'être arrêtées ou même abattues à vue. Entre août 2015 et avril 2016, 60 couvre-feux sont promulgués par des préfets et sous-préfets dans 20 districts et plusieurs villes du Sud-Est, notamment à Cizre, Silopi, Idil (province de Şırnak), Dargeçit (province de Mardin) et Sur (province de Diyarbakır), affectant directement plus de 200 000 habitants ; dans les villes soumises au couvre-feu, les affrontements entre les forces de sécurité et les partisans allégués du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK²⁸) font plusieurs centaines de morts²⁹. Par exemple, en novembre 2015, selon un article publié par le média kurde irakien *Kurdistan 24*, la ville de Nusaybin (province de Mardin, Sud-Est) connaît deux couvre-feux en quelques semaines³⁰ :

« Un couvre-feu de toute la nuit, imposé par les autorités turques dans la ville de Nusaybin, dans la province de Mardin au Kurdistan du Nord, s'est terminé jeudi [26 novembre] au matin. Deux semaines de violences entre les forces gouvernementales turques et les jeunes Kurdes affiliés au PKK ont fait 9 tués et 20 blessés parmi les civils.

« Dans les 15 quartiers de la ville soumise au couvre-feu, [située] à 60 kilomètres au sud-est de Mardin, près de la frontière syrienne, des centaines de maisons et d'immeubles ont été mitraillées, laissant les familles sinistrées.

« Pendant le couvre-feu édicté par le sous-préfet nommé par Ankara, l'électricité et l'eau ont été coupés, les lignes de téléphonie fixe, téléphonie mobile et internet hors de service pour une population urbaine de plus de 80 000 personnes.

« Après l'annonce de la fin du couvre-feu, les forces turques ont quitté la ville et les gens ont pu accéder aux marchés pour acheter de la nourriture.

²³ GUL Huseyin Gul et T ASDAN Nevzat Tasdan, *Procedia - Social and Behavioral Sciences*, n°81, p. 520-526, 2013, [url](#)

²⁴ Istamonu, 09/02/2021, [url](#)

²⁵ Daily Sabah, 22/01/2020, [url](#)

²⁶ Daily Sabah, 10/06/2020, [url](#)

²⁷ Conseil de l'Europe, Commission de Venise, 13/06/2016, § 59, [url](#)

²⁸ En kurde : « *Partiya Karkerên Kurdistan* ».

²⁹ Conseil de l'Europe, Commission de Venise, 13/06/2016, § 5 à 9, [url](#)

³⁰ Kurdistan 24, 26/11/2015, [url](#)

« Il y a dix jours, Selamet Yesilmen, 44 ans, avait été tué et deux de ses enfants, âgés de 10 et 14 ans, blessés devant leur maison alors qu'ils en sortaient dans la matinée.

« Un premier couvre-feu d'une durée de six jours avait été imposé au début de novembre. Pendant les affrontements survenus à cette date, deux civils auraient été abattus par des tireurs d'élite de la police postés sur les toits³¹. »

Pendant le couvre-feu de novembre 2015, quatre députés du Parlement turc se mettent en grève de la faim pour réclamer des mesures de protection de la population. Par hasard, un de ces députés, le juriste Mithat Sancar, du Parti démocratique des peuples (HDP, pro-kurde³²), professeur de droit à l'université d'Ankara, avait eu pour élève Murat Sarı, sous-préfet de Nusaybin au moment du couvre-feu ; le professeur dit avoir eu un dialogue constructif avec le sous-préfet qu'il présente comme un homme bienveillant et respectueux des principes du service public³³.

Hormis le cas de couvre-feu et celui des municipalités sous tutelle (voir 4.), les interventions du sous-préfet dans les questions d'ordre public semblent relativement exceptionnelles. Les sources consultées, notamment le journal pro-kurde *Bianet* qui rend régulièrement compte des violations des droits de l'homme, ne mentionnent que de rares cas impliquant un sous-préfet³⁴.

En 2014, le journaliste Özgür Boğatekin, du journal local *Gerger Firat*, est condamné à une peine d'un an et quinze jours d'emprisonnement pour des articles critiques envers un ancien sous-préfet de Gerger (province d'Adıyaman, Sud-Est). Cette peine est confirmée par la Cour de cassation le 4 juin 2020³⁵.

En juin 2020, dans le district de Şişli (municipalité métropolitaine d'Istanbul), un nommé Mehmet Nuri Deniz, âgé de 34 ans et en état de détresse financière, se rend à la sous-préfecture pour demander une aide ; une altercation l'oppose au sous-préfet et le demandeur affirme avoir été battu par les employés de son service. Le sous-préfet, sur les réseaux sociaux, nie tout acte de violence physique : d'après lui, Mehmet Nuri Deniz, trouvant la somme offerte insuffisante, avait tenu un langage offensant. Le sous-préfet déclare vouloir porter plainte contre Mehmet Nuri Deniz pour incitation à la haine³⁶.

En octobre 2020, le sous-préfet de Gaziosmanpaşa, dans la municipalité métropolitaine d'Istanbul, interdit la représentation d'une pièce de théâtre, adaptation en langue kurde de l'auteur italien Dario Fo, en invoquant des raisons de « sécurité publique ». Le sous-préfet affirme que cette décision, prise dans une période de confinement lié à l'épidémie de COVID-19, n'a aucun caractère discriminatoire ; la troupe du théâtre intente un recours devant le tribunal local, qui est rejeté, et se dit prête à porter l'affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme³⁷.

Le 31 mars 2021, le sous-préfet de Kadıköy (Istanbul), invoquant les mesures sanitaires liées à l'épidémie de COVID-19, interdit une manifestation de soutien aux étudiants en grève de l'université de Boğaziçi ; les manifestants qui se rassemblent le lendemain sont dispersés par la police et 35 d'entre eux arrêtés³⁸.

³¹ Kurdistan 24, 26/11/2015, [url](#)

³² En turc : « *Halkların Demokratik Partisi* ».

³³ T24, 21/11/2015, [url](#)

³⁴ Recherche par mot-clé « Kaymakam » sur le site du journal.

³⁵ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), 08/06/2020, [url](#)

³⁶ *Bianet*, 13/06/2020, [url](#)

³⁷ *Bianet*, 13/10/2020, [url](#)

³⁸ *Bianet*, 01/04/2021, [url](#)

4. Autorité de tutelle des municipalités

Dans le cas où le gouvernement décide de suspendre les fonctions d'une municipalité élue, celle-ci peut être confiée à un administrateur de tutelle³⁹ qui est le sous-préfet dans les districts ruraux ou un préfet adjoint dans les municipalités de district urbain. Depuis 2016, dans le cadre de l'état d'urgence qui suit le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016, plusieurs dizaines de municipalités sont ainsi suspendues par décret et des élus locaux arrêtés : dans la grande majorité des cas, cette mesure vise les municipalités tenues par les deux grandes formations pro-kurdes, le Parti démocratique des régions (DBP⁴⁰) et le Parti démocratique des peuples (HDP), que les autorités soupçonnent de complicité avec les combattants clandestins du PKK considéré comme terroriste⁴¹. En septembre 2016, 28 municipalités pro-kurdes sont suspendues⁴². Entre septembre et novembre 2016, selon une liste établie par le journal pro-kurde *Bianet*, 38 municipalités dont 34 tenues par le DBP, sont mises sous tutelle ; à la date du 17 novembre 2016, 37 co-maires de 27 municipalités du DBP sont en détention ; le journal donne la liste des co-maires arrêtés et celle des administrateurs de tutelle qui les remplacent. Dans la seule province de Mardin, la municipalité métropolitaine de Mardin et quatre municipalités de district, Dargeçit, Derik, Mazıdağı et Nusaybin, sont mises sous tutelle ; les co-maires de Dargeçit et Derik sont placés en détention⁴³. En mai 2017, 85 municipalités dont 10 villes, 64 districts et 11 quartiers, sont sous tutelle⁴⁴. Après les élections municipales du 29 mars 2019, plusieurs dizaines de municipalités élues sont encore mises sous tutelle, sous l'autorité directe du préfet de province dans le cas d'une municipalité métropolitaine, du sous-préfet dans celui d'une municipalité de district⁴⁵.

La mise sous tutelle s'accompagne souvent d'une purge des administrations locales : ainsi, à Batman, 140 enseignants sont révoqués⁴⁶. Les noms de rue et la signalisation urbaine peuvent être modifiés dans un sens politiquement orienté : à Çatak (municipalité de Van, Est), un parc qui portait le nom de Tahir Elçi, avocat et défenseur des droits de l'homme assassiné en 2015, est renommé en l'honneur d'un chef des gardiens de village (milice pro-gouvernementale) tué par le PKK⁴⁷.

Vers la mi-octobre 2017, selon le récit de l'agence pro-kurde ANF, deux journalistes locaux enquêtent sur un chantier de construction mené par une entreprise appartenant à Mehmet Şirin Yaşar, membre du Parti de la justice et du développement (AKP⁴⁸), du président Recep Tayyip Erdoğan, et administrateur de tutelle d'Erciş. Ils observent diverses malversations : usage illicite d'engins municipaux sur ce chantier privé, non-paiement des assurances des ouvriers, etc. Ils sont pris à partie et battus par des employés de l'entrepreneur ; la police refuse d'enregistrer leur plainte et, alors qu'ils reçoivent des soins à l'hôpital, ils sont menacés par un groupe non identifié sans que la police intervienne⁴⁹.

5. Attentats et tentatives d'attentat visant des sous-préfets

Les sources consultées mentionnent plusieurs cas d'attentat ou tentative d'attentat visant un sous-préfet administrateur de tutelle. Cette liste n'est pas exhaustive.

³⁹ En turc : « *kayyum-kaymakam* », en anglais : « *trustee* ».

⁴⁰ En turc : « *Demokratik Bölgeler Partisi* ».

⁴¹ EASO, 11/2016, [url](#) ; Conseil de l'Europe, 07/10/2016, [url](#)

⁴² Amnesty International, 04/11/2016, [url](#)

⁴³ *Bianet*, 18/11/2016, [url](#)

⁴⁴ *Bianet*, 19/05/2017, [url](#)

⁴⁵ Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), 08/10/2020, [url](#) ; *Bianet*, 22/10/2019, [url](#) ; id., 18/10/2019, [url](#)

⁴⁶ ACCORD, 08/2020, p. 72, [url](#)

⁴⁷ *Bianet*, 19/05/2017, [url](#)

⁴⁸ En turc : *Adalet ve Kalkınma Partisi*

⁴⁹ ANF, 16/10/2017, [url](#)

Le 4 janvier 2016 à Nusaybin, deux inconnus armés de lance-roquettes tirent des projectiles sur le domicile du sous-préfet Murat Sarı (voir 3.) en ne faisant que des dégâts matériels ; ils sont filmés par les caméras de sécurité mais parviennent à prendre la fuite⁵⁰.

Le 11 octobre 2016, deux individus présentés par les autorités comme des « terroristes du PKK », venus de la montagne, se rendent clandestinement à Cizre dans le but d'assassiner le sous-préfet Ahmet Adanur, administrateur de tutelle ; ils sont repérés par les forces de sécurité qui encerclent leur cachette, refusent de se rendre et, à la suite d'une fusillade, sont « capturés morts » [sic]. Deux pistolets et des faux documents d'identité sont trouvés sur les lieux⁵¹.

En septembre 2016, le sous-préfet Muhammet Fatih Safitürk est nommé administrateur de tutelle de la municipalité de Derik (province de Mardin)⁵². Le 10 novembre 2016 à 12h10, un attentat à la bombe dans le bâtiment de la sous-préfecture de Derik fait un mort, le sous-préfet Muhammet Fatih Safitürk, et trois blessés parmi les policiers⁵³. Cet attentat est revendiqué par les Unités de protection civile (YPS⁵⁴), groupe armé clandestin pro-kurde connu antérieurement comme Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire (YDG-H⁵⁵). D'après le communiqué des YPS : « Nos unités à Derik, dans la province de Mardin, ont mené un sabotage contre l'administrateur de tutelle de l'AKP pour résister au fascisme du Palais [présidentiel] et spécialement en mémoire des martyrs de Derik⁵⁶ ».

En 2015-2016, les jeunes combattants clandestins des YDG-H devenu YPS avaient mené une campagne de guérilla urbaine dans le Sud- Est : plusieurs villes et quartiers sous le régime du couvre-feu (voir 3.) avaient été assiégés et pris d'assaut par les forces de sécurité turques, faisant plusieurs centaines de tués et blessés⁵⁷.

De façon plus exceptionnelle, un sous-préfet peut être désigné comme administrateur, avec le titre de « coordinateur », dans les territoires occupés par l'armée turque dans le nord de la Syrie. C'est le cas d'Ahmet Turgay Imamgiller, sous-préfet détaché de la province de Gaziantep et nommé « coordinateur » à Jarabulus (gouvernorat d'Alep), mort d'un arrêt cardiaque en janvier 2019 ; le média kurde irakien *Kurdistan 24* présente de telles nominations comme une partie de la politique de « turcification » des territoires occupés⁵⁸.

6. Suspension et arrestation de sous-préfets

Depuis 2016, plusieurs sous-préfets ont été suspendus de leurs fonctions sur le soupçon de liens avec la confrérie Hizmet, se réclamant du prédicateur Fethullah Gülen et accusée d'avoir organisé la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016⁵⁹. Cette liste n'est pas exhaustive :

Le 5 août 2016, huit préfets actifs ou hors de service, un préfet-adjoint et trois sous-préfets sont arrêtés⁶⁰.

Le 16 juillet 2017, Sercan Gökdemir, préfet adjoint de la province de Diyarbakır, et son épouse Neslihan Gökdemir sont arrêtés⁶¹.

Le 20 août 2017, Ahmet Adanur, sous-préfet et administrateur de tutelle de Cizre (voir 4.), est démis de ses fonctions à la suite de rapports des inspecteurs du ministère de l'Intérieur ; le motif de cette

⁵⁰ Canli Haber, 04/01/2016, [url](#)

⁵¹ Anadolu Ajansi, 11/10/2016, [url](#)

⁵² Bianet, 11/11/2016, [url](#)

⁵³ CNN Türk, 10/11/2016, [url](#)

⁵⁴ En kurde : « *Yekîneyên Parastina Sîvîlî* ».

⁵⁵ En turc : « *Yurtsever Devrimci Gençlik Hareketi* ».

⁵⁶ Bianet, 11/11/2016, [url](#)

⁵⁷ Sur cette campagne et les sièges menés par les forces de sécurité turques, voir International Crisis Group, 02/05/2017, [url](#)

⁵⁸ Kurdistan 24, 13/01/2019, [url](#)

⁵⁹ Sur la purge des administrations publiques depuis 2016, voir EASO, 11/2016, [url](#) ; Conseil de l'Europe, 07/10/2016, [url](#)

⁶⁰ Bianet, 05/08/2016, [url](#)

⁶¹ Stockholm Center for Freedom, 19/07/2017, [url](#)

suspension n'est pas connu⁶². En 2019, il est réintégré dans l'administration comme sous-préfet de Bafra (province de Samsun)⁶³.

Le 7 septembre 2020, sept sous-préfets sont suspendus dans les provinces de l'Est et du Sud-Est : Abdullah Özadalı, sous-préfet de Sason, et Sinan Aşçı, sous-préfet de Beşiri (province de Batman) ; Hamza Özer, sous-préfet d'Akçakale, et Ufuk Akıl, sous-préfet de Karaköprü (province de Şanlıurfa) ; Hakan Şeker, sous-préfet d'Uzundere, Mustafa Serin, sous-préfet de Narman, et Mustafa İlhan, sous-préfet de Hınıs (province d'Erzurum)⁶⁴. Au total, d'après le préfet d'Erzurum, 35 sous-préfets nommés après 2016 ont été suspendus sur le soupçon de liens avec le mouvement Gülen⁶⁵.

Bibliographie

Sites web consultés en avril 2021.

Organisation intergouvernementale

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), « OSCE Media Freedom Representative concerned by prison sentences against two journalists in Turkey, urges authorities to respect freedom of expression », 08/06/2020,

<https://www.osce.org/representative-on-freedom-of-media/454095>

European Asylum Support Office (EASO), « EASO Country of Origin Information Report : Turquie, Country Focus », 11/2016,

https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/COI%20Turkey_15nov%202016.pdf

Conseil de l'Europe, «Memorandum on the human rights implications of the measures taken under the state of emergency in Turkey», 07/10/2016,

<http://www.refworld.org/docid/58120efb4.html>

Conseil de l'Europe, Commission de Venise, « Opinion on the legal framework governing curfews – Adopted by the Venice Commission at its 107th Plenary Session (Venice, 10-11 June 2016) », 13/06/2016,

[https://www.venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdffile=CDL-AD\(2016\)010-e](https://www.venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdffile=CDL-AD(2016)010-e)

Comité des régions de l'Union européenne, « Turkey », s.d.,

<https://portal.cor.europa.eu/divisionpowers/Pages/Turkey.aspx>

Institutions nationales

Ministry of Interior - Governor of Adana, "Süleyman ELBAN", m. à j. le 19/06/2020,

<https://adanasaglikturizmi.saglik.gov.tr/EN-188184/governor-of-adana.html>

Ministry of Interior (Turkey) "Deputy General Director, Ramazan SEÇİLMİŞ", 22/07/2020,

<https://en.goc.gov.tr/deputy-general-director> ;

Ministry of Interior (Turkey), "Deputy General Director - Mehmet Sinan Yıldız", 09/08/2019,

<https://en.goc.gov.tr/genel-mudur-yardimcisi-mehmet-sinan>

Sous-préfecture de Gelendost, "Kaymakam Onur ALİMOĞLU », 16/09/2020,

<http://www.gelendost.gov.tr/kaymakam-onur-alimoglu>

⁶² Gazete Karınca, 15/02/2018, [url](#)

⁶³ Haberler.com, 12/06/2019, [url](#)

⁶⁴ Daily Sabah, 07/09/2020, [url](#)

⁶⁵ Daily Sabah, 07/09/2020, [url](#)

Sous-préfecture de Silopi, « Kaymakam Can Kazım KURUCA », m. à j. le 29/06/2060
<http://www.silopi.gov.tr/kaymakam-can-kazim-kuruca>

Sous-préfecture d'Eğirdir, « Makam - Kaymakamı Adem ÇELİK », m. à j. le 28/09/2019,
<http://egirdir.gov.tr/makam>

Constitution of the Republic of Turkey (1982, amendée en 2017),
https://www.legislationline.org/download/id/8230/file/Turkey_Constitution_1982_am_2017_en.pdf

US Library of Congress, « Turkey - Provincial and Local Government », s.d.,
<http://countrystudies.us/turkey/75.htm>

Think tanks et publications universitaires

International Crisis Group, « Managing Turkey's PKK Conflict: The Case of Nusaybin », 02/05/2017,
<https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/western-europemediterranean/turkey/243-managing-turkeys-pkk-conflict-case-nusaybin>

GUL Huseyin Gul et TASNAN Nevzat Tasdan, « Are Sub-Governors Leaders or Bureaucratic Managers in Turkey? » Procedia - Social and Behavioral Sciences, n°81, p. 520-526, 2013,
https://www.researchgate.net/publication/270849496_Are_Sub-Governors_Leaders_or_Bureaucratic_Managers_in_Turkey

International Crisis Group, « Turkey's Kurdish Impasse: The View from Diyarbakır », 30/11/2012,
https://www.ecoi.net/en/file/local/1288237/1226_1354543866_222-turkeys-kurdish-impasse-the-view-from-diyarbakir.pdf

ERDEM Mustafa et al., « Educational Problems and Solutions in Turkey: The Views of District Governors », Educational Management Administration & Leadership, 03/2011,
https://www.researchgate.net/publication/254089757_Educational_Problems_and_Solutions_in_Turkey_The_Views_of_District_Governors/link/5af146fca6fdcc24364ae15c/download

Columbia University, « Turkey at a Glance », s.d.,
<http://www.columbia.edu/~sss31/Turkiye/edu.html>

Médias

Bianet, « Dozens detained during violent police response to Boğaziçi protest in Kadıköy », 01/04/2021,
<https://bianet.org/english/freedom-of-expression/241754-dozens-detained-during-violent-police-response-to-bogazici-protest-in-kadikoy>

Vatan, « Kaymakam atamaları Resmi Gazete'de yayımlandı! İşte yeni atanan kaymakamlar! », 20/03/2021,
<http://www.gazetevatan.com/kaymakam-atamaları-resmi-gazete-de-yayimlandi-iste-yeni-atanan-k-1380001-gundem/>

Istamonu, « İlk Kadın Kaymakam », 09/02/2021,
<http://istamonu.com/haber-detay/5899/ilk-kadin-kaymakam>

Bianet, « Mahkeme "Bêrû" yasağını kaldırmadı, Kaymakamlıktan savunma istedi », 28/10/2020,
<https://bianet.org/bianet/sanat/233499-mahkeme-beru-yasagini-kaldirmadi-kaymakamlıktan-savunma-istedi>

Bianet, « İBB'de sahnelenecek ilk Kürtçe oyuna kaymakamlık yasağı », 13/10/2020,

<https://bianet.org/bianet/sanat/232659-ibb-de-sahnelenecek-ilk-kurtce-oyuna-kaymakamlik-yasagi>

Bir Gûn, "Resmi Gazete'de yayımlandı: 200'den fazla ilçenin kaymakamı değişti", 14/07/2020, <https://www.birgun.net/haber/resmi-gazete-de-yayimlandi-200-den-fazla-ilcenin-kaymakami-degisti-308217>

Bianet, « Şişli Kaymakamlığı'ndan "Darp" İddiasına Açıklama », 13/06/2020, <https://bianet.org/bianet/yasam/225650-sisli-kaymakamligi-ndan-darp-iddiasina-aciklama>

Daily Sabah, "President Erdoğan appoints governors in 41 Turkish provinces", 10/06/2020, <https://www.dailysabah.com/politics/president-erdogan-appoints-governors-in-41-turkish-provinces/news>

Daily Sabah, "Female district governor in Turkey's Edirne elected best administrator", 22/01/2020, <https://www.dailysabah.com/turkey/2020/01/22/female-district-governor-in-turkeys-edirne-elected-best-administrator>

Bianet, "Trustees Appointed to 4 HDP Municipalities", 22/10/2019, <https://bianet.org/bianet/politics/214776-trustees-appointed-to-4-hdp-municipalities> ;

Bianet, « Co-Mayors of Hakkari, Nusaybin and Yüksekova Replaced with Trustees », 18/10/2019, <https://m.bianet.org/english/politics/214637-co-mayors-of-hakkari-nusaybin-and-yukseova-replaced-with-trustees>

Haberler.com, "Bafra Halk Eğitim Merkezinden yıl sonu sergisi", 12/06/2019, <https://www.haberler.com/bafra-halk-egitim-merkezinden-yil-sonu-sergisi-12138259-haberi/>

Bianet, "Cumhurbaşkanı kararıyla 471 mülki idare amirinin görev yeri değiştirildi", 01/09/2018, <https://bianet.org/bianet/siyaset/200392-471-mulki-idare-amirinin-gorev-yeri-degistirildi>

ANF, « HDP'li vekile 'Ben Devletim' diye bağırarak polis şefi kayyum oldu », 03/10/2017, <https://anfapimobile1.news/kadin/hdp-li-vekile-ben-devletim-diye-bagiran-polis-sefi-kayyum-oldu-96965>

Bianet, "Trustees Appointed to Van, Siirt, Mardin, Dersim Municipalities", 17/11/2016, <https://bianet.org/english/human-rights/180816-trustees-appointed-to-van-siirt-mardin-dersim-municipalities>

CNN Türk, "Mardin Derik Kaymakamlığı'nda patlama", 10/11/2016, <https://www.cnnturk.com/turkiye/mardin-derik-kaymakamliginda-patlama>

Anadolu Ajansı, "Cizre Belediyesine görevlendirilen Adanur'a suikast hazırlığındaki 2 PKK'lı ölü ele geçirildi", 11/10/2016, <https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/cizre-belediyesine-gorevlendirilen-adanura-suikast-hazirligindaki-2-pkkli-olu-ele-gecirildi/662630>

Canlı Haber, "Mardin'in Nusaybin İlçesi Kaymakamı Murat Sarı'nın Evine Roketatarlı Saldırı", 04/01/2016, <https://www.canlihaber.com/haber/5201144/mardinin-nusaybin-ilcesi-kaymakami-murat-sarinin-evine-roketatarli-saldiri>

Kurdistan 24, "Turkish curfew ends in Kurdish town, leaves nine dead", 26/11/2015, <https://www.kurdistan24.net/en/story/1336-Turkish-curfew-ends-in-Kurdish-town,-leaves-nine-dead>

T24, « Nusaybin'de HDP'li Sancar açlık grevinde, öğrencisi Murat Sarı ise kaymakamlık görevinde », 21/11/2015, <https://t24.com.tr/haber/nusaybinde-hdpli-sancar-aclik-grevinde-ogrencisi-murat-sari-ise-kaymakamlik-gorevinde,317433>

Memurlar, "Kaymakamlar karnamesi yayımlandı", 28/06/2015,

<https://www.memurlar.net/haber/523381/kaymakamlar-kararnamesi-yayimlandi.html>

Sariyer Manset, "FLAŞ! Sariyer'e yeni kaymakam!" 03/09/2014,
<http://www.sariyermanset.com/flas-sariyere-yeni-kaymakam-4246h.htm>

Memurlar, "2013 Kaymakam ve vali yardımcısı kararnamesi yayınlandı", 20/07/2013,
<https://www.memurlar.net/haber/390905/2013-kaymakam-ve-vali-yardimcisi-kararnamesi-yayinlandi.html>

Memurlar, "Kaymakam, emniyet müdür ve vali yardımcıları kararnamesi yayımlandı", 31/07/2010,
<https://www.memurlar.net/haber/173153/kaymakam-emniyet-mudur-ve-vali-yardimcilari-kararnamesi-yayimlandi.html>